

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JANVIER 2019

MEMBRES PRESENTS : 7

Mmes N. Aubin, H. Fossat,
Mrs R. Billot, JM Duleau, R Godfroy, , JP. Landa, JL Pion,

MEMBRES ABSENTS : 6

Excusés : I. Petit (excusée), N. Zekryty (pouvoir R. Billot), F Bouyssou, P Petit (pouvoir JM Duleau).
Non excusés : L Bouyou, C. Vignaud.

SECRETAIRE DE SEANCE : JM Duleau

APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 décembre 2018

Le compte rendu du 13 décembre est approuvé

Votants	9	7+ 2 pouvoirs
Pour	9	
Contre	0	
Abstention	0	

DECISIONS DE MME LA MAIRE DEPUIS LE 13 DECEMBRE 2018

Mme la Maire informe les membres du conseil municipal des décisions prises depuis le 13 décembre

14/12/2018	2018-59	Arrêté permanent 2019 société AT Réso entretien maintenance Eclairage Public
24/12/2018	2018-60	Renouvellement contrat Maïlick POUHAER-MARTIN jusqu'au 30 06 2019
24/12/2018	2018-61	Contrat de Mme RICHARD Remplacement de Nuria LALYMAN jusqu'au 01/02/2019
07/01/2019	2019-01	Travaux de voirie 2019 curage fossés VC 2
15/01/2019	2019-02	Déménagement Courcouyac février 2019
24/01/2019	2019-03	Reclassement indiciaires PPCR au 1-01-2019 LB, BD, CH, NL, LL, MLP, CR, SR
24/01/2019	2019-04	avancement d'échelon B Ducloux L Landa L Brugier

Concernant la convention avec l'EPFNA, Mme La Maire rappelle que les éventuelles préemptions ne concernent que des terrains qui seraient mis à la vente.

Elle informe que les agents techniques ont procédé au curage du fossé sur la VC 2 route du Grand Chemin à Millé. Le travail n'est pas terminé car en attente de la réparation du camion.

- 2019-01-01 : PROGRAMMATION DE TRAVAUX 2019 - DEPOT D'UN DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DETR POUR L'INSTALLATION D'UNE CHAUDIERE A L'ECOLE :

Mme La Maire indique aux membres du conseil municipal qu'une réflexion a été menée avec le SDEEG pour le changement des chaudières de l'école (plus de 12 ans sur la partie neuve et très ancienne pour les 2 classes et les logements communaux). Le SDEEG a réalisé une étude technique pour une chaudière biomasse éligible à la DETR.

Jean-Luc Pion demande si les chaudières sont en panne.

Romain Billot répond qu'il vaut mieux anticiper une panne. Un remplacement en urgence ne permet pas de subventions DETR.

Jean-Luc Pion trouve que le rapport est orienté vers le type de chaudière biomasse. Il demande si les chaudières gaz peuvent faire l'objet de subvention pour les communes, les particuliers pouvant en bénéficier. Il s'interroge également sur la question des rejets dûs au brulage (Co2, rejets de particules)... pouvant être cancérigène.

Nathalie Aubin souligne la nécessité de procéder au changement de ces chaudières devenues vétustes. Elle propose de ne pas mentionner le type de chaudière dans la délibération afin de ne pas retarder le dépôt de demande de DETR mais de se laisser le temps d'approfondir le sujet.

Délibération :

Madame Le Maire informe les membres du conseil municipal que suite à la visite du SDEEG, le projet de changement des chaudières gaz des écoles énergivores, peu écologiques et très ancienne pour la partie ancienne, par la mise en place d'une chaufferie qui pourrait alimenter l'ensemble de l'école a été abordé.

Le Sdeeg a proposé ses services pour faire un diagnostic des équipements existants et une estimation des coûts et de l'éligibilité à certaines subventions. Ils ont également proposé d'accompagner la commune dans le montage du dossier. Les membres du conseil municipal ont été destinataires de ce diagnostic.

Le montant estimé pour cet investissement est de 76 800,00€ HT soit 92 160,00 € TTC

La commune pourrait bénéficier

- d'une DETR (35% du total des dépenses subventionnables estimées à 55 300€) de 19 355,00€
 - d'autres aides publiques estimées à 32 500, 00€
- (Ademe, Région Nouvelle Aquitaine, Département Contrat d'Objectif Territorial COT)
- de financements à taux réduits pour des projets d'énergie renouvelable.

Le montant estimé restant à charge de la commune en autofinancement pour 32,48 % des dépenses HT soit 24 945,00 €, (somme à laquelle il convient d'ajouter la TVA de 15 360,00 €, frais de maîtrise d'œuvre compris) soit un total pour la commune de 40 305,00 € TTC. *Madame La Maire précise que la commune pourra récupérer une partie de la TVA par le biais de la FCTVA (environ 9690€ - sur l'année N+1).*

Madame La Maire rappelle que les Demandes de Subvention DETR (Dotation d'équipement des territoires ruraux) sont à déposer avant le 31 janvier 2019.

Elle demande aux membres du conseil municipal de l'autoriser à présenter ce dossier de demande de subvention DETR pour 2019 avec le plan de financement ainsi proposé.

Après délibération, les membres du conseil municipal

Autorisent Mme la Maire à présenter le dossier au titre de la subvention DETR.

Votants	9	7+2 pouvoirs	Délibération 2019-01-01
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

- 2019-01-02 : REPORT DE LA DATE DU TRANSFERT DES COMPETENCES EAU ET ASSAINISSEMENT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES AU 1ER JANVIER 2026.

Le conseil municipal de Haux, entendu le rapport de Mme Nathalie Aubin, Maire

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes,

Vu l'instruction ministérielle du 28 août 2018 relative à l'application de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes,

Vu les articles 64 et 65 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République modifiés,

Vu l'arrêté portant création de la communauté de communes du Créonnais,

Vu les statuts de la communauté de communes du Créonnais,

Considérant que les communes membres d'une communauté de communes qui n'exerce pas, à la date de la publication de la présente loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement peuvent s'opposer au transfert obligatoire, résultant du IV de l'article 64 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, de ces deux compétences, ou de l'une d'entre elles, à la communauté de communes si, avant le 1er juillet 2019, au moins 25 % des communes membres de la communauté de communes représentant au moins 20 % de la population délibèrent en ce sens. En ce cas, le transfert de compétences prend effet le 1er janvier 2026.

Considérant que la commune de Haux est membre de la communauté de communes du Créonnais,

Considérant que la communauté de communes du Créonnais n'exerce pas les compétences eau et/ou assainissement à la date de publication de la loi du 3 août 2018 ;

Considérant que la commune de Haux souhaite reporter le transfert des compétences eau et assainissement au 1er janvier 2026,

Considérant que la commune de Haux doit délibérer avant le 1er juillet 2019,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- S'OPPOSE au transfert obligatoire des compétences eau et ou assainissement à compter du 1er janvier 2020 à la communauté de communes du Créonnais ;
- DEMANDE le report du transfert des compétences eau et assainissement au 1er janvier 2026 ;
- PRECISE que la présente délibération sera notifiée au préfet du département et à la Présidente de la communauté des communes du Créonnais.

Votants	9	7+2 pouvoirs	Délibération 2019-01-02
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

- 2019-01-03 : LANCEMENT DU MARCHÉ PUBLIC POUR DES MISSIONS MOE EAU POTABLE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Madame La Maire rappelle que la régie de l'eau et de l'assainissement collectif a dans le passé missionné un cabinet d'études pour l'accompagner dans des missions de suivis d'opérations d'investissement. Cette mission était inscrite dans le cadre d'un marché à bon de commandes.

Elle propose aux membres du conseil municipal de faire appel à un cabinet d'étude afin d'aider la commune sur des programmes d'eau potable et d'assainissement collectif pour des missions de Maitrise d'œuvre telles que définies au sens de la loi MOP (AVP, PRO, ACT, VISA, DET et AOR) pour des travaux de création, renouvellement, de renforcement ou d'extension des ouvrages d'eau potable et d'assainissement collectif sur le territoire de la commune de HAUX

Madame La Maire demande l'autorisation des membres du conseil municipal de lancer un appel d'offre pour des prestations de services pour la réalisation de missions sur les opérations des programmes de travaux 2019 — 2022 portant sur les infrastructures d'assainissement collectif et d'eau potable de la commune.

Après délibération, les membres du conseil municipal autorisent Mme La Maire à lancer les appels d'offres pour ces missions d'accord cadre à bons de commandes.

Votants	9	7+2 pouvoirs	Délibération 2019-01-03
Pour	9		
Contre	0		
Abstention	0		

- 2019-01-04 : CESSION DE LA REMORQUE AGRICOLE

Madame Le Maire rappelle aux membres du conseil municipal que la commune possède une remorque agricole dont les services techniques n'ont pas l'utilité.

Deux personnes ont fait part de leur volonté d'acquérir cette remorque si la commune envisageait de la céder.

Madame La Maire demande aux membres du conseil municipal de

- l'autoriser à procéder à la vente de la remorque,
- fixer le prix de vente à 500€,
- l'autoriser à signer tous les documents nécessaires à cette cession

Après délibération, les membres du conseil municipal

Autorisent Mme La Maire à vendre la remorque agricole

Fixent le prix de vente à 500€

Donnent l'autorisation à Mme La Maire pour signer tous les documents nécessaires à cette cession.

Votants	9	7+2 pouvoirs	Délibération 2019-01-04
Pour	8		
Contre	0		
Abstention	1	JP Landa dit que cette remorque fait partie du matériel du PCS	

JP Landa rappelle que cette remorque est inscrite dans la liste du matériel à disposition dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde pour aider au dégagement des routes.
JM Duleau et H Fossat rappellent que des viticulteurs se sont portés volontaires pour aider la commune si besoin, cette remorque n'est plus indispensable.

DIVERS

Débat National : Madame La Maire indique qu'elle n'organisera pas de débat, rappelle que ce sont les députés qui votent les lois et non les Maires. Si un débat doit avoir lieu, il doit être organisé par les citoyens. Si des personnes ou des associations souhaitent organiser des événements dans ce cadre et dans un esprit Républicain, la Mairie mettra à disposition des locaux et facilitera la communication. Elle rappelle l'existence d'un site gouvernemental accessible à tous pour le cahier de doléances.

Habitat participatif : 10 familles sont intéressées et participent régulièrement aux réunions du COL. Gironde Habitat serait également intéressé pour créer 3/5 logements en locatif (un prochain rendez-vous est fixé avec cet organisme pour offrir la possibilité aux futurs locataires de participer au groupe de travail constitué. Le projet avance rapidement (9 réunions dont 6 publiques) Les futurs habitant-e-s affinent le projet, une charte commune, les espaces partagés, privatifs et réfléchissent à la conception de leur futur logement.

Afin de permettre à tous les conseillers de comprendre l'avancement du projet, N Aubin propose d'adresser tous les comptes rendus des réunions.

Prochaine réunion 4 Mars

Préemption des Faures : Madame La Maire informe les membres du conseil municipal qu'elle a rencontré M Riviere collaborateur de l'office notarial de Créon, concernant la préemption aux Faures. Il n'est pas possible de préempter qu'une partie des parcelles, la préemption devant se faire sur l'ensemble de l'unité foncière.

Les membres du conseil municipal conviennent que la préemption doit être levée.

Dates à retenir :

Prochain CM le 7 mars 2019

Préparation du budget le 14 mars 2019 à 20 heures.

Vote du budget le 4 avril 2019

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 12 heures 05.

 ALBIN Nathalie	 LANDA Jean-Paul	 GODFROY Roger	 DULEAU Jean-Michel	PETIT Isabelle Absente excusée
 BILLOT Romain	BOUYOU Laure Absente	BOUYSSOU Francis Absent excusé	PETIT Patrick Absent (Pouvoir JM Duleau) 	
 PION Jean-Luc	VIGNAUD Camille Absente	ZEKRYTY Nadia Absente (Pouvoir R Billot) 	FOSSAT Huguette 	